

Cote du document: GC 44/INF.6
Date: 24 février 2021
Distribution: Publique
Original: Français

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo

Conseil des gouverneurs — Quarante-quatrième session
Rome, 17-18 février 2021

Pour: **Information**



Investir dans les populations rurales

Discours prononcé par
Gilbert F. Houngbo
Président du
Fonds international de développement agricole
(FIDA)

Séance inaugurale
Quarante-quatrième session
du Conseil des gouverneurs du FIDA

Rome (Italie)
17 février 2021

Monsieur le Président de la République,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Permettez-moi, du moins officiellement, de vous souhaiter la bienvenue à la quarante-quatrième session du Conseil des gouverneurs.

Lors de notre dernier Conseil en février 2020, personne n'aurait imaginé que les réunions virtuelles deviendraient la norme.

La pandémie de COVID-19 nous a tous affectés d'une manière ou d'une autre. J'aimerais avant tout, et très solennellement, rendre hommage à toutes celles et à tous ceux que nous avons perdus et souligner les efforts sans précédent qui ont été accomplis à l'échelle mondiale pour venir à bout de cette pandémie et de ses conséquences socioéconomiques.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Ce Conseil marque la fin de mon premier mandat. Il me semble donc de bon ton de partager avec vous quelques réflexions sur les quatre dernières années, tout en évitant, bien sûr, la tentation de présenter un rapport exhaustif.

Ma conviction reste aujourd'hui intacte, sinon plus forte que jamais: nous pouvons réaliser un monde plus équitable, un monde sans pauvreté abjecte, un monde sans faim. Le FIDA apporte déjà une contribution importante, mais il peut apporter encore plus à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'Accord de Paris. Pour cela, comme je vous en avais fait part il y a quatre ans, le FIDA doit croître.

En acceptant la présidence de cette belle institution, il s'agissait pour moi de la rendre plus forte et plus affûtée, et d'accroître son impact sur le terrain. C'était là la condition essentielle pour accompagner le changement de paradigme vers une résilience renforcée, vers une plus grande prospérité dans les zones rurales et vers des systèmes alimentaires véritablement durables, inclusifs et, bien sûr, équitables.

En somme, il nous fallait transformer le FIDA pour une meilleure transformation de nos zones rurales.

Les réformes de l'architecture financière et du modèle opérationnel ainsi que les avancées institutionnelles étaient pour nous les pièces maîtresses d'un même édifice: celles de la bonne gouvernance, celles d'une organisation plus efficace et plus transparente, celles d'une organisation ne tolérant aucune forme de discrimination et affichant une parité femmes-hommes et un dialogue social renforcés.

Ces réformes portent déjà leurs fruits. La décentralisation a permis de doubler notre présence sur le terrain. Aujourd'hui, un tiers de notre personnel travaille au plus près des populations que nous servons.

Le FIDA est plus pertinent et plus visible en tant qu'interlocuteur et acteur à part entière du développement.

L'obtention d'une cote de crédit AA+ auprès de Standard and Poor's et de Fitch témoigne de la transformation du FIDA. La plus grande maturité financière de l'institution – à travers le Cadre réformé pour la soutenabilité de la dette, le Cadre d'emprunt intégré et une approche plus rigoureuse et systémique de la préservation des fonds propres et des liquidités – ainsi que la gestion des risques financiers et opérationnels permettent d'en tirer maintenant le meilleur des partis.

La rationalisation des processus internes a également permis une mise en œuvre plus efficace des interventions du FIDA. Ainsi, à titre d'exemple, le délai entre la conception des projets et leur approbation par le Conseil d'administration est passé de 17 mois à moins d'un an. En 2019, nous avons financé des projets à hauteur de 1,67 milliard de dollars, soit la somme la plus élevée jamais atteinte en une seule année.

Les réformes réalisées nous ont surtout permis d'aider des millions de personnes supplémentaires, parce que ce qui compte le plus au bout du compte est l'impact sur le terrain. Ainsi, le nombre de personnes qui bénéficient de nos programmes est passé de 97 millions au début du cycle de FIDA10 à 132 millions à la fin de 2019. Chaque année, le FIDA aide au moins 20 millions de personnes parmi les plus pauvres à accroître leurs revenus d'au moins 20% sur une base annuelle.

Ces réformes nous permettent aussi de renforcer significativement notre coopération avec le secteur privé. Nous avons ainsi créé, avec des partenaires institutionnels et des partenaires privés, l'*AgriBusiness Capital Fund*, le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole. Aujourd'hui, ce fonds, qui est indépendant du FIDA et de droit luxembourgeois, achemine des financements vers de jeunes entrepreneurs et des PME rurales.

De plus, l'approbation par le Conseil d'administration en décembre dernier de notre première opération non souveraine, sous la forme d'un investissement direct dans le secteur privé au Nigéria, constitue un jalon important, qui marque le début d'investissements directs plus importants dans le secteur privé.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

S'il est vrai que nous avons accompli beaucoup de choses, je dois aussi reconnaître que bien du chemin reste à parcourir. Comme vous le savez, Rome, ville millénaire, ne s'est pas faite en un jour.

La pandémie de COVID-19 que j'ai évoquée un peu plus tôt a constitué un défi de taille, à la fois pour la vie de notre personnel et celle de nos bénéficiaires.

En interne, la santé, le bien-être et la sécurité du personnel et de leurs familles ont été notre priorité. Nous avons pris les mesures nécessaires pour les protéger, tout en assurant la continuité de notre mission auprès des populations rurales que nous servons.

À la demande de plusieurs de nos pays membres, nous avons réaffecté des fonds vers des activités vitales, notamment l'approvisionnement en semences et en engrais, et l'accès aux marchés, aux services financiers et aux services de conseils agricoles.

En plus de ces mesures de réhabilitation et de relèvement, nous avons créé le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, qui aide aujourd'hui environ 1,6 million de femmes et d'hommes dans 68 pays pour un montant avoisinant les 50 millions de dollars.

Mesdames et Messieurs,

En frappant en premier lieu les plus vulnérables, la pandémie et les effets des changements climatiques nous obligent à repenser profondément notre manière de produire et de nous alimenter. Je voudrais souligner combien nous pouvons tirer profit des savoirs traditionnels transmis par les peuples autochtones, en envisageant les écosystèmes, la terre et les êtres humains comme formant un tout. Cela nous paraît primordial afin de concevoir toute solution durable.

Nous avons aujourd'hui le privilège d'accueillir certains de leurs représentants, qui nous feront part de l'issue du cinquième Forum des peuples autochtones.

Cette année, le Conseil des gouverneurs a pour thème "Le développement rural, condition indispensable à la résilience mondiale".

Le FIDA est déterminé à faire avancer cette question dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de septembre prochain, qui est organisé à l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres. Il est essentiel que tous les acteurs des systèmes alimentaires puissent tirer un revenu décent de leur travail et répondre à leurs besoins fondamentaux ; aux besoins de base de leur famille en milieu rural.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Je voudrais vous dire que présider le FIDA et superviser son évolution sont un honneur, un grand honneur. Je voudrais terminer simplement en vous adressant mes remerciements, une fois de plus, pour cette marque de confiance.

Je vous remercie.